



Fédération Syndicale Unitaire
Éducation Enseignement Recherche Culture Formation Insertion
10 rue d'Albret 47000 Agen
06 83 13 04 71 | fsu47@fsu.fr | fsu47.fsu.fr

Déclaration de la FSU 47 au CSAD réuni le 5 septembre 2024

A nouveau, l'Éducation Nationale subit une « rentrée extraordinaire », mais loin d'être EXTRA avec un gouvernement démissionnaire et un projet de budget totalement inadapté aux besoins.

Rentrée à l'image d'une vitrine en cours de réalisation avec une situation inédite : Pas de ministre au ministère mais une politique de saccage du public et de cadeaux au privé qui continue, comme si des élections n'avaient pas eues lieu, comme si la communauté éducative n'avait pas déjà contesté des budgets, des programmes, des dispositifs.

La politique des gouvernements Macron 1, 2 et bis continue d'affaiblir notre système éducatif. L'école publique mérite mieux. Il est impératif de doter les enseignants et les enseignantes des moyens nécessaires pour accomplir leur mission et redonner du sens à leur métier.

Alors que les réformes imposées au service public, sans concertation, ont accentué les inégalités scolaires, elles ont aussi mis en péril l'engagement des enseignant·es. Les effets d'annonces et injonctions telles que la généralisation des évaluations standardisées, les groupes de niveaux au collège, la labellisation des manuels ne répondent pas aux besoins des élèves ni aux difficultés que rencontre la profession sur le terrain. Le nombre inédit de démissions, changements de projet professionnel ou maladies professionnelles voire d'actes désespérés résonne avec le peu de candidatures vers « le plus beau métier du monde ».

Et pendant que ce gouvernement se gargarise de l'organisation des jeux paralympique et de sa politique d'inclusion, parlons-en justement, mais pour de vrai. À l'heure où notre pays est applaudi partout dans le monde, il s'agirait que la gestion de cette question soit une réalité, en particulier au niveau de l'Éducation Nationale.

À l'échelle départementale, que constatons nous ? En dehors de la création d'un poste peinant à être pourvu, nous constatons la disparition des places dans les structures partenaires, l'inclusion à temps partiel dans des conditions qui n'honorent pas notre système éducatif, la maltraitance administrative des familles en premier lieu mais aussi des équipes dans les écoles, des situations humaines appelant des prises en charge pluridisciplinaires qui se retrouvent réduites à des numéros de dossiers, un calendrier MDPH contraint, des cases à cocher. Quel gouffre entre la théorie et la pratique !

Autre sujet qui fâche : Quand, sur les écoles de Nérac, nous constatons que le privé de Saint-Christophe présente une moyenne de 18.57 élèves par classe, alors qu'il a fallu que la FSU se batte bec et ongles pour faire entendre au DASEN précédent qu'il devait conserver le même nombre de classes dans la réorganisation des écoles publiques menée au pas de charge, nos collègues et parents voient bien qu'il n'y a rupture d'égalité. Le tout financé en partie par les fonds publics. Le scandale des dotations de certaines régions vers le privé confessionnel commence à se faire connaître.

Nous demandons à disposer de l'ensemble des éléments du financement en postes et en dotations financières et matérielles par l'état, les collectivités départementales et régionales de tous les établissements du privé en Lot-et-Garonne afin que le CDEN de novembre puisse réellement connaître la réalité des « égalités » entre le public et le privé.

Aujourd'hui, le CSAD est réuni pour statuer sur l'avenir d'écoles et de postes du département. Mais ces décisions vont surtout avoir des conséquences sur la situations des élèves, des familles et des personnels. Or, nous ne sommes pas du tout assurés que tous les besoins seront pris en compte.

Pour la FSU-SNUipp 47, il est urgent de repenser l'école avec des mesures concrètes.

Il est urgent de cesser de feindre de prendre en compte les élèves les plus fragiles et de transformer la communication facile d'une ministre démissionnaire, en actes courageux d'un DASEN nouvellement en charge du département.

Il est urgent de réduire les effectifs par classe, de maintenir les postes d'enseignant·es et abandonner les réformes inégalitaires.

Il est urgent de s'éloigner de la vision quantifiée promue jusqu'à notre département, loin de la réalité du terrain où la qualité des conditions de travail restent dégradées.

Il est urgent de revaloriser la profession.

Il est urgent de changer de politique éducative, sanitaire et sociale.

Les grèves et actions de boycott de ce début d'année scolaire sont les marques de cette exigence, à laquelle la FSU s'associe totalement.